



Le 16 janvier 2014

[TRADUCTION]

Par courriel : john.baird@international.gc.ca; Bal.Gosal@parl.gc.ca

L'honorable John Baird, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères
Affaires étrangères
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

L'honorable Bal Gosal, C.P., député
Ministre d'État (Sports)
Patrimoine canadien
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

Objet : Les Jeux olympiques de SOTCHI et la loi russe contre l'homosexualité

Messieurs les ministres,

Je vous écris afin d'exprimer les profondes préoccupations de l'Association du Barreau canadien au sujet des droits des individus qui sont lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) et de leurs alliés en Russie, alors que les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de Sotchi de 2014 approchent. Ces préoccupations et les actions recommandées sont exposées dans la résolution ci-jointe adoptée par le Conseil de direction de l'ABC. L'ABC appelle le gouvernement du Canada à dénoncer la loi russe contre l'homosexualité, et de présenter des précisions ainsi que la confirmation auprès du gouvernement de la Russie qu'aucune organisation russe n'appliquera la loi contre l'homosexualité durant les jeux de Sotchi de 2014.

Les athlètes, les spectateurs et les supporters LGBT canadiens devraient être assurés de leur sécurité en Russie. En plus de l'action menée par le Comité olympique canadien, le gouvernement canadien est en mesure d'exercer un leadership important aux autres pays au sein du mouvement olympique en démontrant l'engagement du Canada à l'égard du principe de non-discrimination de la Charte Olympique.

La loi contre l'homosexualité, entrée en vigueur en juin 2013, vise non seulement les individus russes LGBT, mais également leurs amis, leurs familles, leurs voisins, et toute personne perçue comme faisant la promotion de l'homosexualité ou faisant preuve de sympathie à l'égard des homosexuels, en Russie et ailleurs. Depuis les débats sur cette loi et son adoption, la liberté d'expression et d'association a été restreinte, tandis que l'hostilité et la violence envers les Russes LGBT se sont accrues.

Le président russe, Vladimir Poutine, a récemment déclaré que la Russie fera en sorte que les athlètes, les spectateurs et les invités aux jeux de Sotchi de 2014 se sentent « à l'aise », quelle que soit leur orientation sexuelle. Toutefois, le ministère de l'Intérieur de la Russie, qui a les services de police du pays sous sa tutelle, a fait savoir que la loi contre l'homosexualité sera appliquée durant les

jeux de Sotchi de 2014. Par conséquent, l'état de l'application de la loi contre l'homosexualité pendant cette période demeure incertain. Les assurances du COI, à ce que nous sachions, ne répondent pas complètement aux préoccupations de l'ABC, ni ne rassurent la communauté LGBT et ses alliés. Nous sommes préoccupés par le fait que les autorités locales pourraient appliquer la loi contre l'homosexualité de façon plus stricte, même envers des activités ne correspondant pas à ce que les Canadiens et les Canadiennes considèrent comme des manifestations politiques.

Le Canada possède les ressources capables de lui permettre de faire progresser sensiblement les principes fondamentaux de la Charte Olympique concernant la dignité humaine et la non-discrimination. Par conséquent, je vous exhorte à dénoncer publiquement la loi russe contre l'homosexualité et à demander la confirmation, à tout le moins, que la loi contre l'homosexualité ne sera pas appliquée par le ministère de l'Intérieur durant les jeux de Sotchi de 2014. Je vous demande également d'encourager les autorités russes à abroger ou à ne pas mettre en œuvre cette loi. Ces importantes mesures contribueront à garantir la sécurité des athlètes et de supporteurs LGBT, afin que ces derniers vivent pleinement les jeux de Sotchi de 2014 au même titre que les autres participants. Ces démarches permettront à nos athlètes de se concentrer sur leurs activités sportives, sans la menace d'être poursuivis en vertu de la loi contre l'homosexualité, dans un environnement exempt de discrimination que le Mouvement olympique s'est engagé à créer dans le cadre de son objectif d'édifier un monde pacifique et meilleur.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les ministres, l'expression de mes sentiments distingués.

(originale signée par Fred Headon)

Fred Headon

p. j.

Denunciation of Anti-Homosexuality Bill in Russia

WHEREAS legislation has been proposed in the Russian State Duma (Parliament) that would target lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) Russians, their friends, families and neighbours and anyone else perceived to be promoting homosexuality or otherwise sympathetic to homosexuals, whether they are inside or outside of Russia;

WHEREAS individuals in St. Petersburg have been arrested under municipal legislation similar in substance to the proposal before the State Duma;

WHEREAS the international community, including the Government of Canada, human rights groups and others have expressed concern about potential violations of the human rights of LGBT individuals and the right to free expression of other Russians resulting from this proposed law;

WHEREAS human rights activists have also cautioned about the impact of the proposed legislation on the political process and the rule of law in Russia, as it will potentially create a political climate of fear where allegations of

Dénonciation d'un projet de loi contre l'homosexualité en Russie

ATTENDU QU'un projet de loi a été déposé auprès du parlement russe (la Douma) qui vise les individus russes qui sont lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT), ainsi que leurs familles, amis, voisins, et toute personne perçue comme faisant la promotion de l'homosexualité ou faisant preuve de sympathie à l'égard des homosexuels, en Russie et ailleurs;

ATTENDU QUE des individus ont été arrêtés à Saint-Pétersbourg en vertu d'une loi municipale dont la teneur est semblable au projet de loi devant la Douma;

ATTENDU QUE la communauté internationale, y compris le gouvernement du Canada, des groupes de défense des droits de la personne et d'autres ont exprimé leur inquiétude envers la violation potentielle des droits de la personne des individus LGBT et de la liberté d'expression d'autres individus russes qui découlerait de ce projet de loi;

ATTENDU QUE les défenseurs des droits de la personne ont également mis en garde contre les répercussions du projet de loi sur le processus politique et la primauté du droit en Russie, qui engendrerait possiblement un

Resolution 12-02-A

accepting or promoting homosexuality are used to extort or silence criticism or dissent;

WHEREAS the United Nations adopted a resolution recognizing LGBT rights in 2011, and documented violations of the rights of LGBT people, including hate crimes, criminalization of homosexuality, and discrimination;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association join the Government of Canada and the international community to:

- denounce Russia's proposed anti-homosexual propaganda bill of 2012 and similar laws in Russia or elsewhere that criminalize or otherwise make unlawful talking or distributing information about homosexuality;
- urge Russia to comply with its international human rights obligations and not enact this proposed legislation;

Résolution 12-02-A

climat politique marqué par la peur dans lequel on utilise les allégations de tolérance et de promotion de l'homosexualité à des fins d'extorsion ou pour faire taire toute critique ou dissidence;

ATTENDU QUE les Nations Unies ont adopté une résolution qui reconnaît les droits des personnes LGBT en 2011 et a documenté les violations des droits de ces dernières, notamment les crimes haineux, la criminalisation de l'homosexualité et la discrimination;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien se joigne au gouvernement canadien et à la communauté internationale afin :

- de dénoncer le projet de loi russe de 2012 contre la « propagande homosexuelle » et toute loi semblable, en Russie ou ailleurs, qui a comme objet de criminaliser ou de rendre illégal le fait de parler ou de distribuer de l'information à propos de l'homosexualité;
- d'exhorter la Russie à respecter ses obligations internationales en matière des droits de la personne et de ne pas adopter ce projet de loi;

Resolution 12-02-A

- urge other members of the international community to comply with their international human rights obligations toward LGBT people, by repealing laws that criminalize or otherwise make unlawful homosexuality and the public expression of LGBT people and their reality.

Certified true copy of a resolution carried by the Council of the Canadian Bar Association at the Annual Meeting held in Vancouver, BC August 11-12, 2012

Résolution 12-02-A

- d'exhorter les autres membres de la communauté internationale à respecter leurs obligations internationales en matière des droits de la personne à l'égard des personnes LGBT en abrogeant les lois qui criminalisent ou qui rendent illégales l'homosexualité et l'expression publique des personnes LGBT et de leur réalité.

Copie certifiée d'une résolution adoptée, par le Conseil de l'Association du Barreau canadien, lors de son Assemblée annuelle, à Vancouver, C-B les 11 et 12 août 2012.

**John D.V. Hoyles
Chief Executive Officer/Chef de la direction**